

Le vendredi 5 avril 1991

Débat**Les trois guerres du Golfe**

par Ghassan Salamé *

La guerre du Golfe est terminée. Quelle guerre ? En réalité une guerre en chasse l'autre. La guerre Irak-Iran a duré huit ans (1980-1988), puis, à partir du 2 août 1990, la crise du Koweït a commencé, ouvrant la voie, à partir de la mi-janvier 1991, à trois guerres au moins.

Il y a d'abord une guerre qui n'a pas eu lieu, c'est la guerre pour la libération du Koweït. Tout le jeu irakien était de l'éviter. D'où la décision irakienne dès la mi-janvier de « sauver » les avions militaires en les envoyant en Iran, de cacher les autres, de ne pas utiliser le chimique, en un mot de faire le gros dos. Ensuite, quand la guerre terrestre a commencé en février, le gros dos a été remplacé par une véritable dérobade : Saddam Hussein a commencé sa retraite du Koweït bien avant de l'annoncer. D'où l'inexistence de troupes d'élite ou de véritables unités blindées pour affronter les troupes alliées à Koweït même.

Si Saddam a choisi la dérobade à Koweït, c'est sans doute pour éviter la seconde guerre, celle de la destruction de l'armée irakienne. Mais celle-ci aura lieu. Les 104 000 sorties de l'aviation alliée avaient accompli l'essentiel, et même bien plus, puisque l'on commence à reconnaître les très larges destructions d'objectifs civils,

frappés intentionnellement ou non. Une guerre terrestre de quatre jours sur le territoire irakien lui-même fera le reste : la mise hors combat d'une quarantaine de divisions irakiennes, parmi les meilleures. Saddam a sans doute espéré éviter cette bataille en retirant ces divisions à l'intérieur de l'Irak. Mais les Alliés les y suivront...

Le noyau dur de Saddam

A peine cette deuxième guerre terminée par la reddition irakienne qu'une troisième a commencé, la guerre civile en Irak, lancée au matin du 2 mars par des éléments pro-iraniens dans le sud. Mais les plus sages des opposants irakiens ont vite compris que Saddam ne serait pas facilement dégommé, que la double menace chiite au sud et kurde au nord pourrait avoir pour effet pervers de redonner des forces à Saddam en rassemblant autour de lui, au moins pour un moment, le noyau dur arabe et sunnite des forces armées.

Dans cette troisième guerre, les troupes alliées paraissent maintenir une stricte neutralité, en dépit des appels au secours des deux parties. Dans les capitales occidentales, le désir de voir partir Saddam le dispute à présent aux craintes suscitées par la nature diverse, et souvent anti-occidentale, de l'opposition. Si Paris a néanmoins montré quelque



compréhension pour les opposants même pro-iraniens, les Américains paraissent plus réticents et l'opposition irakienne les accuse à présent de soutenir indirectement Saddam Hussein.

Le coût final

L'avenir est d'abord fait d'une volonté américaine d'affaiblir militairement et financièrement l'Irak, par la voie d'une nouvelle résolution en Conseil de sécurité qui aurait pour objet de forcer l'Irak à détruire lui-même, sous surveillance internationale, ses missiles et son arsenal chimique et de l'obliger à consacrer une partie de ses recettes pétrolières à venir au paiement de réparations de guerre.

Une telle politique présente cependant un double désavan-

tage. Elle conforte l'idée que les armes de destruction massive sont interdites à l'Irak mais permises à ses voisins : elle interdit à l'Irak de se relever de son désastre économique actuel. Il est difficile de croire que cette double fondation est productrice de stabilité à moyen et à long termes.

Les tergiversations américaines trahissent, encore une fois, la nature rudimentaire de la réflexion américaine en matière politique et la suprématie des considérations militaires, devenues aujourd'hui inutiles, voire contreproductives. Car le choix est là, non entre Saddam et la démocratie, comme on l'a trop hâtivement répété, mais entre un Irak uni par la force d'un gouvernement central autoritaire (Saddam ou un autre, telle n'est plus la question) et la guerre civile sanglante et durable, avec de lourdes interférences extérieures, iraniennes, syriennes, turques et autres.

Le choix est difficile et le débat ouvert. Le coût final de cette guerre risque cependant d'être si lourd que certains pays, comme la France, pourraient finir par tirer plus de fierté d'avoir, jusqu'au bout, essayé d'éviter cette guerre, plutôt que du fait d'y avoir participé.

* Directeur de recherches au C.N.R.S. et professeur à l'Institut d'études politiques de Paris